

CHAPITRE 6. — *Adaptation de la garantie de revenus aux personnes âgées*

Art. 8. Le montant de 6.633,23 euros visé à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, remplacé par la loi du 8 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 décembre 2020, est remplacé :

- 1° avec effet au 1^{er} juillet 2021 par le montant de 6.765,89 euros;
- 2° avec effet au 1^{er} janvier 2022 par le montant de 6.940,45 euros;
- 3° avec effet au 1^{er} janvier 2023 par le montant de 7.119,75 euros;
- 4° avec effet au 1^{er} janvier 2024 par le montant de 7.303,10 euros.

CHAPITRE 7. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 9. Sont abrogés :

- 1° l'article 1^{er}, 2° à 4°, l'article 2, 2° à 4°, l'article 3, 2° à 4°, et l'article 4, 2° à 4°, de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie;
- 2° l'article 1^{er}, 2° à 4°, de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la pension maximum dans le cadre du droit minimum par année de carrière;
- 3° l'article 1^{er}, 2° à 4°, de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la garantie de revenus aux personnes âgées.

CHAPITRE 8. — *Disposition commune*

Art. 10. Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie, l'année de prise de cours à prendre en considération est l'année au cours de laquelle la pension de retraite du conjoint décédé a pris cours effectivement et pour la première fois si celui-ci bénéficiait de cette pension au moment de son décès.

CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021, à l'exception :

- 1° du chapitre 7 qui entre en vigueur le 30 juin 2021;
- 2° des articles 1^{er}, 2°, 2, 2°, 3, 2°, 4, 2°, 5, § 1^{er} et § 2, 1°, et 8, 2°, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022;
- 3° de l'article 7 qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2022;
- 4° des articles 1^{er}, 3°, 2, 3°, 3, 3°, 4, 3°, 5, § 2, 2°, et 8, 3°, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023;
- 5° des articles 1^{er}, 4°, 2, 4°, 3, 4°, 4, 4°, 5, § 2, 3°, et 8, 4°, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 12. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à l'Île d'Yeu, le 6 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2021/203990]

6 AOUT 2021. — Arrêté royal du 6 août 2021 modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté, a pour but d'exécuter certaines adaptations au bien-être prévues dans la proposition de répartition des enveloppes bien-être.

A la lumière de l'avis du Conseil d'Etat n° 69.685/1 du 28 juin 2021, et au vu des remarques émises, quelques explications sont formulées ci-après.

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing van de inkomensgarantie voor ouderen*

Art. 8. Het bedrag van 6.633,23 euro bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, vervangen bij de wet van 8 december 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2020, wordt vervangen:

- 1° door het bedrag van 6.765,89 euro met ingang van 1 juli 2021;
- 2° door het bedrag van 6.940,45 euro met ingang van 1 januari 2022;
- 3° door het bedrag van 7.119,75 euro met ingang van 1 januari 2023;
- 4° door het bedrag van 7.303,10 euro met ingang van 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 7. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 9. Opgeheven worden:

- 1° artikel 1, 2° tot en met 4°, artikel 2, 2° tot en met 4°, artikel 3, 2° tot en met 4°, en artikel 4, 2° tot en met 4°, van het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen;
- 2° artikel 1, 2° tot en met 4°, van het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van het maximumpensioen in het kader van het minimumrecht per loopbaanjaar;
- 3° artikel 1, 2° tot en met 4°, van het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van de inkomensgarantie voor ouderen.

HOOFDSTUK 8. — *Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 10. Wanneer het een overlevingspensioen betreft, is het in aanmerking te nemen ingangsjaar het jaar tijdens het welke het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021, met uitzondering van:

- 1° hoofdstuk 7 dat in werking treedt op 30 juni 2021;
- 2° artikelen 1, 2°, 2, 2°, 3, 2°, 4, 2°, 5, § 1 en § 2, 1°, en 8, 2°, die in werking treden op 1 januari 2022;
- 3° artikel 7 dat in werking treedt op 1 mei 2022;
- 4° artikelen 1, 3°, 2, 3°, 3, 3°, 4, 3°, 5, § 2, 2°, en 8, 3°, die in werking treden op 1 januari 2023;
- 5° artikelen 1, 4°, 2, 4°, 3, 4°, 4, 4°, 5, § 2, 3°, en 8, 4°, die in werking treden op 1 januari 2024.

Art. 12. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te l'Île d'Yeu, 6 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2021/203990]

6 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit van 6 augustus 2021 tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel bepaalde welvaartsaanpassingen door te voeren die voorzien zijn in het voorstel van verdeling van de welvaartsenveloppen.

In het licht van het advies nr. 69.685/1 van 28 juni 2021 van de Raad van State en gelet op de gemaakte opmerkingen, wordt hierna enige toelichting gegeven.

En ce qui concerne l'augmentation de 2 % des pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois depuis 15 ans, l'article 1, 1^o prévoit que cette augmentation est applicable uniquement aux pensions qui ont pris cours au plus tôt après le 31 décembre 2007.

Cela signifie que tant chez les indépendants que chez les salariés, aucune augmentation des pensions de 15 ans d'âge ne sera effectuée avant septembre 2023.

En ce qui concerne l'augmentation de 2 % des pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois depuis 5 ans, l'arrêté royal prévoit une augmentation de 2 % au 1^{er} juillet 2021 pour les pensions non-minimum des travailleurs salariés qui ont pris cours effectivement et pour la première fois en 2016 et au 1^{er} janvier 2022 pour les pensions non-minimum des travailleurs salariés qui ont pris cours effectivement et pour la première fois en 2017.

En vertu de l'article 1^{er}, 3^o, les travailleurs indépendants ne bénéficieront pas de cette augmentation de 2 % des pensions non minimum ayant pris cours en 2016 et 2017 pour les années 2021 et 2022.

Cette différence se justifie, à la lumière du principe d'égalité et de non-discrimination par le fait que :

Le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants souhaite, dans le cadre de son avis du 30 avril 2021 relatif aux adaptations bien-être, mettre l'accent sur l'amélioration de toutes les pensions proportionnelles et pas uniquement sur certaines pensions qui ont pris cours durant des années ciblées. Cette amélioration générale se justifie notamment vu que la tension entre les pensions minimum et maximum diminue.

La décision du Gouvernement est d'exécuter pleinement l'avis des partenaires sociaux en ce qui concerne l'affectation des enveloppes bien-être. Cet arrêté royal répond à cet objectif.

De plus, également dans le cadre de l'adaptation des pensions à l'évolution au bien-être, les pensions non minimum des travailleurs indépendants ayant pris cours avant le 1^{er} juillet 2021 et qui sont effectivement payées ou qui sont payables au 1^{er} juillet 2021 seront augmentées de 1,7 % .

Les pensions non minimum des travailleurs indépendants qui ont pris cours effectivement et pour la première fois en 2016 et 2017 vont donc également être augmentées, le pourcentage sera seulement légèrement différent.

Il y a également lieu d'attirer l'attention sur le fait que pour les pensions actuellement en paiement, il existe encore des différences dans la manière dont la pension proportionnelle a été calculée au niveau du régime des indépendants par rapport au régime des salariés notamment eu égard à l'application du coefficient de correction dans le régime des travailleurs indépendants pour les années de carrière avant 2021. Cela implique donc des réalités différentes au niveau des pensions proportionnelles qui sont payées et donc des mesures dont le champ d'application est différent au sein de chaque régime.

Pour finir, l'article 1^{er}, 3^o prévoit spécifiquement que les dispositions concernant les augmentations ne s'appliquent pas pour les pensions des travailleurs indépendants pour les années 2021 et 2022. Il s'agit d'une différence temporaire. Les augmentations structurelles s'appliqueront à nouveau de manière uniforme après 2022.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL
La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 69.685/1 du 28 juin 2021 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions'

Le 21 juin 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions'.

Wat betreft de verhoging met 2 % van de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal 15 jaar geleden zijn ingegaan, voorziet artikel 1, 1^o dat deze verhoging enkel van toepassing is op de pensioenen die ten vroegste zijn ingegaan na 31 december 2007.

Dat betekent dat er zowel bij de zelfstandigen als bij de werknemers geen enkele verhoging van de pensioenen van 15 jaar oud zal gebeuren voor 31/12/2022.

Wat betreft de verhoging met 2 % van de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal 5 jaar geleden zijn ingegaan, voorziet het koninklijk besluit een verhoging met 2 % op 1 juli 2021 voor de niet-minimumpensioenen van de werknemers die daadwerkelijk en voor de eerste maal zijn ingegaan in 2016 en op 1 januari 2022 voor de niet-minimumpensioenen van de werknemers die daadwerkelijk en voor de eerste maal zijn ingegaan in 2017.

Krachtens artikel 1, 3^o zullen de zelfstandigen niet genieten van deze verhoging met 2 % van de niet-minimumpensioenen die zijn ingegaan in 2016 en 2017 voor de jaren 2021 en 2022.

Dit verschil wordt, in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, gerechtvaardigd door het feit dat:

Het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, in het kader van zijn advies van 30 april 2021 betreffende welvaartsaanpassingen, de nadruk wil leggen op de verbetering van alle proportionele pensioenen, en niet alleen op sommige pensioenen die zijn ingegaan tijdens doeljaren. Deze algemene verbetering is gerechtvaardigd, met name omdat de spanning tussen minimum- en maximumpensioenen vermindert.

De beslissing van de regering bestaat erin het advies van de sociale partners uit te voeren voor wat betreft de besteding van de welvaarts-enveloppes. Dit koninklijk besluit beantwoordt aan deze doelstelling.

Bovendien, ook in het kader van de welvaartsaanpassing van de pensioenen, zullen de niet-minimumpensioenen van de zelfstandigen die voor 1 juli 2021 zijn ingegaan en die werkelijk betaald worden of betaalbaar zijn op 1 juli 2021, verhoogd worden met 1,7 % .

De niet-minimumpensioenen van de zelfstandigen die daadwerkelijk en voor de eerste maal zijn ingegaan in 2016 en 2017 zullen dus ook worden verhoogd, alleen zal het percentage licht verschillen.

De aandacht moet ook worden gevestigd op het feit dat voor de pensioenen die momenteel worden uitbetaald, er nog verschillen bestaan in de manier waarop het proportionele pensioen werd berekend op het niveau van het stelsel van de zelfstandigen in vergelijking met het stelsel van de werknemers, gezien de toepassing van de correctiecoëfficiënt in het stelsel van de zelfstandigen voor de loopbaanjaren voorafgaand aan 2021. Dat impliceert dus verschillende realiteiten op het niveau van de proportionele pensioenen die worden uitbetaald en dus maatregelen waarvan het toepassingsgebied verschilt binnen elk stelsel.

Tot slot voorziet artikel 1, 3^o specifiek dat de bepalingen inzake de verhogingen niet van toepassing zijn op de pensioenen van de zelfstandigen voor de jaren 2021 en 2022. Het gaat om een tijdelijk verschil. De structurele verhogingen zullen opnieuw uniform van toepassing zijn na 2022.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL
De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 69.685/1 van 28 juni 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden'

Op 21 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 24 juin 2021. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Chantal BAMPES et Bert THYS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Brecht STEEN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bert THYS, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 juin 2021.

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée dans la demande d'avis par :

"le fait que l'arrêté royal en projet prévoit une augmentation des pensions des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants au 1^{er} juillet 2021. Premièrement, pour les pensions qui ont pris cours effectivement et au plus tôt le 31 décembre 2007 et, deuxièmement, pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt durant l'année 2016 ainsi que durant l'année 2017;

Qu'il importe par conséquent que le Service fédéral des Pensions puisse adapter ses programmes informatiques au plus tôt et procéder à l'exécution des tests préalables et ce, afin de garantir un paiement correct des pensions pour les personnes visées;

Que l'urgence ne permet donc pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans un délai de trente jours compte tenu notamment de la nécessité de prendre sans délai les mesures nécessaires".

2. Conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

3.1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a tout d'abord pour objet d'augmenter certaines pensions de travailleurs salariés, dans le cadre de la répartition de l'enveloppe bien être 2021-2022. Il s'agit plus particulièrement des pensions des travailleurs salariés qui ont pris cours effectivement et pour la première fois, soit au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 et au plus tard le 1^{er} décembre 2016, soit au plus tôt le 1^{er} janvier 2017 et au plus tard le 1^{er} décembre 2017. Elles sont augmentées de 2 %, respectivement le 1^{er} juillet 2021 et le 1^{er} juillet 2022.

À cet effet, l'article 1^{er}, 2^o, du projet complète l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 avril 2007 'portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien être à certains bénéficiaires de pensions' par un nouvel alinéa.

3.2. En outre, l'article 1^{er}, 1^o, du projet vise à reporter une fois de plus¹ de deux ans l'augmentation structurelle tant des pensions des travailleurs salariés que des pensions des travailleurs indépendants "a [yant] pris cours (...) depuis 15 ans". À cet effet, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 9 avril 2007 fixe la date après laquelle les pensions concernées peuvent avoir pris cours au plus tôt, au 31 décembre 2007 (au lieu du 31 décembre 2005).

3.3. Enfin, il est prévu que les augmentations des pensions visées à l'article 7, § 1^{er}, ne s'appliquent pas, pour les années 2021 et 2022, à un certain nombre de pensions, notamment aux pensions des travailleurs indépendants (article 1^{er}, 3^o, du projet).

4. Le dispositif en projet trouve son fondement juridique dans l'article 29, § 4, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés' et, dans la mesure où le projet apporte également des modifications au régime de pension des travailleurs indépendants, dans l'article 35 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 24 juni 2021. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Chantal BAMPES en Bert THYS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Brecht STEEN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bert THYS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 juni 2021.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In dit geval wordt het verzoek om spoedbehandeling in de adviesaanvraag gemotiveerd door:

"le fait que l'arrêté royal en projet prévoit une augmentation des pensions des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants au 1^{er} juillet 2021. Premièrement, pour les pensions qui ont pris cours effectivement et au plus tôt le 31 décembre 2007 et, deuxièmement, pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt durant l'année 2016 ainsi que durant l'année 2017;

Qu'il importe par conséquent que le Service fédéral des Pensions puisse adapter ses programmes informatiques au plus tôt et procéder à l'exécution des tests préalables et ce, afin de garantir un paiement correct des pensions pour les personnes visées;

Que l'urgence ne permet donc pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans un délai de trente jours compte tenu notamment de la nécessité de prendre sans délai les mesures nécessaires".

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

3.1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt er vooreerst toe sommige werknemerspensioenen te verhogen, in het kader van de verdeling van de welvaarts enveloppe 2021-2022. Het gaat meer bepaald om de werknemerspensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal zijn ingegaan, hetzij ten vroegste op 1 januari 2016 en ten laatste op 1 december 2016, hetzij ten vroegste op 1 januari 2017 en ten laatste op 1 december 2017. Ze worden met 2 % verhoogd, respectievelijk op 1 juli 2021 en op 1 juli 2022.

Daartoe vult artikel 1, 2^o, van het ontwerp artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 'tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaarts bonus aan sommige pensioengerechtigden' aan met een nieuw lid.

3.2. Daarnaast strekt artikel 1, 1^o, van het ontwerp ertoe nogmaals¹ de structurele verhoging van zowel de werknemerspensioenen als de zelfstandigenpensioenen "voor 15 jaar (...) ingegaan" met twee jaar uit te stellen. Daartoe wordt in artikel 7, § 1, eerste lid, 1^o, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 het tijdstip waarna de betrokken pensioenen ten vroegste mogen zijn ingegaan, bepaald op 31 december 2007 (in plaats van 31 december 2005).

3.3. Ten slotte wordt erin voorzien dat de pensioenverhogingen bedoeld in artikel 7, § 1, voor de jaren 2021 en 2022 niet van toepassing zijn op een aantal pensioenen, onder meer de zelfstandigenpensioenen (artikel 1, 3^o, van het ontwerp).

4. De ontworpen regeling vindt rechtsgrond in artikel 29, § 4, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 'betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers' en, voor zover het ontwerp ook wijzigingen aanbrengt in de pensioenregeling voor zelfstandigen, in artikel 35 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 'betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen'.

EXAMEN DU TEXTE

OBSERVATION GÉNÉRALE

5. Jusqu'à présent, le mécanisme de l'augmentation structurelle des pensions prévu à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 avril 2007 s'appliquait tant aux pensions des travailleurs salariés qu'à celles des travailleurs indépendants. Il résulte de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié, combiné avec l'article 7, § 2, alinéa 2, nouveau² qu'aucune augmentation structurelle n'interviendra pour les pensions des travailleurs indépendants pour les années 2021 et 2022, même si elles remplissent les conditions énumérées à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 avril 2007.

Interrogé quant à une raison justifiant l'abandon de l'égalité de traitement précitée des deux catégories, le délégué a répondu ce qui suit :

" L'article 7, § 1, premier alinéa de l'arrêté royal du 9 avril 2007, tel qu'en vigueur actuellement, prévoit effectivement une augmentation structurelle de 2 % au mois de septembre de l'année considérée pour les pensions qui atteignent :

[0095] Plus de 15 ans d'âge si la pension a pris cours au plus tôt après 2005. Ce qui signifie qu'une augmentation aurait été prévue en septembre 2021 tant pour les pensions d'indépendants et salariés (pour autant qu'ils répondaient aux conditions).

Toutefois, le projet d'arrêté royal qui vous a été soumis prévoit de modifier la condition de la date de prise de cours (article 1, 1^o du projet d'arrêté royal): il s'agira dorénavant des pensions qui ont pris cours au plus tôt après 2007.

Cela signifie que tant chez les indépendants que chez les salariés, l'AR du 9 avril 2007 ne prévoit aucune augmentation des pensions de 15 ans d'âge avant 2023.

[0095] Plus de 5 ans d'âge pour les pensions qui prennent cours après 2003. Ce qui signifie qu'une augmentation aurait été prévue en septembre 2021 pour les pensionnés 2016 et en septembre 2022 pour les pensionnés 2017 tant pour les indépendants que les salariés (pour autant qu'ils répondaient aux conditions).

Toutefois le projet d'arrêté royal qui vous a été soumis (article 1, 2^o du projet d'arrêté royal) prévoit que pour les travailleurs salariés l'augmentation n'est plus prévue en septembre mais uniquement en juillet 2021 et en janvier 2022. Il s'agit cependant des pensions des travailleurs salariés qui ne sont pas calculées sur base de la pension minimum garantie.

Les travailleurs indépendants ne bénéficieront pas de cette augmentation de 2 % des pensions non minimum ayant pris cours en 2016 et 2017 pour les années 2021 et 2022 (article 1, 3^o du projet d'arrêté royal).

Il peut ainsi être justifié, à la lumière du principe d'égalité, que les pensions non minimum des travailleurs indépendants 2016/2017 ne soient pas augmentées de 2 % en 2021/2022 par le fait que :

- Le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a fait le choix dans leur avis du 30 avril dernier relatif aux adaptations bien-être (en annexe) de mettre l'accent sur l'amélioration de toutes pensions proportionnelles et pas uniquement sur certaines années ciblées. Ils justifient cette amélioration générale notamment vu que la tension entre les pensions minimum et maximum diminue;

- Les pensions non minimum des travailleurs indépendants pour les cohortes 2016/2017 vont donc également être augmentées même s'il ne s'agit pas du même pourcentage (cf Projet d'arrêté royal portant adaptation au bien être de certaines pensions dans le régime des travailleurs indépendants et avis du Conseil d'Etat n^o 69.618/1 du 22 juin 2021).

- Pour les pensions actuellement en paiement, il existe encore des différences dans la manière dont la pension proportionnelle a été calculée au niveau du régime des indépendants par rapport au régime des salariés (notamment vu le coefficient de correction). Cela implique donc des réalités différentes au niveau des pensions proportionnelles qui sont payées et donc des mesures dont le champ d'application est différent au sein de chaque régime.

[0095] En ce qui concerne le futur, le projet d'arrêté royal prévoit spécifiquement que les dispositions concernant les augmentations ne s'appliquent pas pour les pensions des travailleurs indépendants pour les années 2021 et 2022. Les augmentations structurelles s'appliqueront à nouveau de manière uniforme après 2022 "

Le Conseil d'Etat, section de législation, prend acte de la réponse du délégué. Toutefois, faute d'une connaissance suffisante des éléments de fait qui fondent cette réponse, la section de législation n'est pas en mesure de contrôler effectivement et avec l'expertise requise si la

ONDERZOEK VAN DE TEKST

ALGEMENE OPMERKING

5. Tot nog toe was het mechanisme van de structurele verhoging van de pensioenen waarin artikel 7, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 voorziet, van toepassing op zowel de werknemerspensioenen als de zelfstandigenpensioenen. Uit het gewijzigde artikel 7, § 1, eerste lid, gelezen in samenhang met het nieuw ingevoegde artikel 7, § 2, tweede lid,² volgt dat voor de jaren 2021 en 2022 geen structurele verhoging plaatsvindt voor de zelfstandigenpensioenen, al voldoen ze aan de voorwaarden die zijn opgesomd in artikel 7, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 april 2007.

Op de vraag naar een verantwoording voor het laten varen van de voormelde gelijke behandeling van beide categorieën, antwoordde de gemachtigde als volgt:

"L'article 7, § 1, premier alinéa de l'arrêté royal du 9 avril 2007, tel qu'en vigueur actuellement, prévoit effectivement une augmentation structurelle de 2 % au mois de septembre de l'année considérée pour les pensions qui atteignent :

[0095] Plus de 15 ans d'âge si la pension a pris cours au plus tôt après 2005. Ce qui signifie qu'une augmentation aurait été prévue en septembre 2021 tant pour les pensions d'indépendants et salariés (pour autant qu'ils répondaient aux conditions).

Toutefois, le projet d'arrêté royal qui vous a été soumis prévoit de modifier la condition de la date de prise de cours (article 1, 1^o du projet d'arrêté royal): il s'agira dorénavant des pensions qui ont pris cours au plus tôt après 2007.

Cela signifie que tant chez les indépendants que chez les salariés, l'AR du 9 avril 2007 ne prévoit aucune augmentation des pensions de 15 ans d'âge avant 2023.

[0095] Plus de 5 ans d'âge pour les pensions qui prennent cours après 2003. Ce qui signifie qu'une augmentation aurait été prévue en septembre 2021 pour les pensionnés 2016 et en septembre 2022 pour les pensionnés 2017 tant pour les indépendants que les salariés (pour autant qu'ils répondaient aux conditions).

Toutefois le projet d'arrêté royal qui vous a été soumis (article 1, 2^o du projet d'arrêté royal) prévoit que pour les travailleurs salariés l'augmentation n'est plus prévue en septembre mais uniquement en juillet 2021 et en janvier 2022. Il s'agit cependant des pensions des travailleurs salariés qui ne sont pas calculées sur base de la pension minimum garantie.

Les travailleurs indépendants ne bénéficieront pas de cette augmentation de 2 % des pensions non minimum ayant pris cours en 2016 et 2017 pour les années 2021 et 2022 (article 1, 3^o du projet d'arrêté royal).

Il peut ainsi être justifié, à la lumière du principe d'égalité, que les pensions non minimum des travailleurs indépendants 2016/2017 ne soient pas augmentées de 2 % en 2021/2022 par le fait que :

- Le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a fait le choix dans leur avis du 30 avril dernier relatif aux adaptations bien-être (en annexe) de mettre l'accent sur l'amélioration de toutes pensions proportionnelles et pas uniquement sur certaines années ciblées. Ils justifient cette amélioration générale notamment vu que la tension entre les pensions minimum et maximum diminue;

- Les pensions non minimum des travailleurs indépendants pour les cohortes 2016/2017 vont donc également être augmentées même s'il ne s'agit pas du même pourcentage (cf Projet d'arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs indépendants et avis du Conseil d'Etat n^o 69.618/1 du 22 juin 2021).

- Pour les pensions actuellement en paiement, il existe encore des différences dans la manière dont la pension proportionnelle a été calculée au niveau du régime des indépendants par rapport au régime des salariés (notamment vu le coefficient de correction). Cela implique donc des réalités différentes au niveau des pensions proportionnelles qui sont payées et donc des mesures dont le champ d'application est différent au sein de chaque régime.

[0095] En ce qui concerne le futur, le projet d'arrêté royal prévoit spécifiquement que les dispositions concernant les augmentations ne s'appliquent pas pour les pensions des travailleurs indépendants pour les années 2021 et 2022. Les augmentations structurelles s'appliqueront à nouveau de manière uniforme après 2022."

De Raad van State, afdeling Wetgeving, neemt akte van het antwoord van de gemachtigde. Omdat zij evenwel geen voldoende kennis heeft van de feitelijke gegevens die aan dat antwoord ten grondslag liggen, kan de afdeling Wetgeving niet effectief en met het vereiste inzicht

justification donnée est adéquate au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non discrimination. Sur ce point, le présent avis se lira dès lors avec la réserve qui s'impose.

Le greffier
Greet Verberckmoes

Le président
Marnix Van Damme

Notes

¹ Voir les modifications que les arrêtés royaux des 6 avril 2008, 18 août 2010, 13 août 2011, 27 juin 2013, 20 juillet 2015, 18 juin 2017 et 17 mai 2019 ont déjà apportées à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 avril 2007.

² L'article 7, § 2, alinéa 2, nouveau, de l'arrêté royal du 9 avril 2007 s'énonce comme suit : " Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne sont pas d'application (...) aux pensions dans le régime des travailleurs indépendants ". Par conséquent, ce n'est pas uniquement le paragraphe 1^{er}, alinéa 6 - dont la déclaration de non-applicabilité est d'ailleurs superflue, dès lors qu'il résulte déjà de cet alinéa en tant que tel que le régime ne s'applique pas aux pensions des travailleurs indépendants -, mais l'ensemble du paragraphe qui est déclaré temporairement non applicable.

6 AOÛT 2021. — Arrêté royal modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 29, § 4, inséré par la loi du 28 mars 1973 et remplacé par l'arrêté royal du 23 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, l'article 35, rétabli par la loi du 12 août 2000;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mai 2021;

Vu l'avis du Comité général de Gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 27 mai 2021;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service fédéral des Pensions, donné le 2 juin 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 juin 2021;

Vu l'exception relative à l'accomplissement de l'analyse d'impact de la réglementation, visée à l'article 8, § 2, 2°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'arrêté royal en projet prévoit une augmentation des pensions des travailleurs salariés au 1^{er} juillet 2021. Premièrement, pour les pensions qui ont pris cours effectivement et au plus tôt le 31 décembre 2007 et, deuxièmement, pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt durant l'année 2016 ainsi que durant l'année 2017;

Qu'il importe par conséquent que le Service fédéral des Pensions puisse adapter ses programmes informatiques au plus tôt et procéder à l'exécution des tests préalables et ce, afin de garantir un paiement correct des pensions pour les personnes visées;

Que l'urgence ne permet donc pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai de trente jours compte tenu notamment de la nécessité de prendre sans délai les mesures nécessaires.

toetsen of de gegeven verantwoording afdoende is in het licht van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie. Wat dat betreft, moet dit advies dan ook met het nodige voorbehoud worden gelezen.

De griffier
Greet Verberckmoes

De voorzitter
Marnix Van Damme

Nota's

¹ Zie de wijzigingen die de koninklijke besluiten van 6 april 2008, 18 augustus 2010, 13 augustus 2011, 27 juni 2013, 20 juli 2015, 18 juni 2017 en 17 mei 2019 reeds in artikel 7, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 hebben aangebracht.

² Het nieuw ingevoegde artikel 7, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 luidt als volgt: "De bepalingen van paragraaf 1 zijn (...) niet van toepassing op (...) de pensioenen in de regeling voor zelfstandigen". Het is bijgevolg niet alleen paragraaf 1, zesde lid - waarvan de buitentoepassingverklaring overigens overbodig is, aangezien uit dat lid als zodanig al volgt dat de regeling niet geldt voor zelfstandigenpensioenen - maar de ganse paragraaf die tijdelijk buiten toepassing wordt verklaard.

6 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, artikel 29, § 4, ingevoegd bij de wet van 28 maart 1973 en vervangen bij het koninklijk besluit van 23 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, artikel 35, hersteld bij de wet van 12 augustus 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 2021;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut van de zelfstandigen, gegeven op 27 mei 2021;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Federale Pensioendienst, gegeven op 2 juni 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 9 juni 2021;

Gelet op de uitzondering inzake het verrichten van de regelgevings-simpactanalyse, bedoeld in artikel 8, § 2, 2°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat het ontwerp van koninklijk besluit voorziet in de verhoging van de pensioenen voor werknemers op 1 juli 2021. In eerste instantie voor de pensioenen die daadwerkelijk en ten vroegste op 31 december 2007 zijn ingegaan, en in tweede instantie voor de pensioenen die daadwerkelijk en ten vroegste in 2016 en 2017 zijn ingegaan;

Dat het daarom van belang is dat de Federale Pensioendienst zijn informaticaprogramma's zo vlug mogelijk kan aanpassen en kan overgaan tot de uitvoering van voorafgaande testen en dit om een correcte betaling van de pensioenen aan de betrokken personen te garanderen.

Dat de hoogdringendheid het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen de dertig dagen af te wachten, in het bijzonder rekening houdend met de noodzaak om onverwijld de nodige maatregelen te nemen.

Vu l'avis n° 69.685/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Indépendants et de la Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots " et au plus tôt après le 31 décembre 2005 " sont remplacés par les mots " et au plus tôt après le 31 décembre 2007 ";

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 6 rédigé comme suit :
" Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, dans le régime des travailleurs salariés, les pensions :

1° qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 et au plus tard le 1^{er} décembre 2016, sont augmentées de 2 % au 1^{er} juillet 2021;

2° qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2017 et au plus tard le 1^{er} décembre 2017, sont augmentées de 2 % au 1^{er} janvier 2022. ";

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

" Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne sont pas d'application, pour les années 2021 à 2022, aux pensions visées aux articles 152 et 153 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, aux pensions visées aux articles 33, alinéa 1^{er}, et 34, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, aux pensions visées à l'article 7, § 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social et aux pensions dans le régime des travailleurs indépendants. ".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

Art. 3. Le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à l'Île d'Yeu, le 6 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2021/42679]

14 AOUT 2021. — Arrêté royal fixant le montant destiné au paiement des indemnités prévues dans l'accord social qui a trait au secteur des soins de santé, qui a été conclu par le gouvernement fédéral en 2005 avec les organisations concernées représentatives des employeurs et des travailleurs, pour autant qu'il concerne le parrainage et la mesure de congé supplémentaire à partir de l'année calendrier 2021

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 2 janvier 2001, article 59, alinéa 2;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 5 mai 2021;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 10 mai 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2021;

Gelet op het advies nr. 69.685/1 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Zelfstandigen en van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "en ten vroegste na 31 december 2005" vervangen door de woorden "en ten vroegste na 31 december 2007";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een zesde lid, luidende:

"In afwijking van het eerste en tweede lid worden, in de werknemersregeling, de pensioenen:

1° die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2016 en ten laatste op 1 december 2016 zijn ingegaan, verhoogd met 2 % op 1 juli 2021;

2° die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2017 en ten laatste op 1 december 2017 zijn ingegaan, verhoogd met 2 % op 1 januari 2022. ";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

"De bepalingen van paragraaf 1 zijn, voor de jaren 2021 tot en met 2022, niet van toepassing op de pensioenen bedoeld bij de artikelen 152 en 153 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, op de pensioenen bedoeld bij de artikelen 33, eerste lid, en 34, eerste lid, van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, op de pensioenen bedoeld bij artikel 7, § 1 en 2, van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector en op de pensioenen in de regeling voor zelfstandigen. ".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

Art. 3. De minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te l'Île d'Yeu, 6 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2021/42679]

14 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag ter betaling van de vergoedingen voorzien in het sociaal akkoord dat betrekking heeft op de gezondheidssector en dat in 2005 door de federale regering werd gesloten met de betrokken representatieve organisaties van de werkgevers en werknemers, voor zover het betrekking heeft op peterschap en op de maatregel van bijkomend verlof vanaf het kalenderjaar 2021

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 2 januari 2001, artikel 59, tweede lid;
Gelet op het advies van de Commissie voor Begrotingscontrole van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 5 mei 2021;

Gelet op het advies van het Verzekeringscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 10 mei 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2021;